

devaient verser leurs capitaux dans le pays était une condition que l'honorable ministre n'avait pas décidé d'accepter, qu'il n'a jamais résolu d'accepter, que ces gens-là n'ont jamais cru pouvoir faire accepter, et cette condition n'était pas le maintien du tarif existant.

Sir LEONARD TILLEY: Voici quelle était la position: ces messieurs vinrent ici et nous demandèrent de leur faire connaître l'opinion du gouvernement au sujet de la permanence de notre politique. Ils nous dirent savoir que notre politique était de protéger les industries nationales au fur et à mesure de leur développement. La réponse du gouvernement fut que la permanence de cette politique était hors de doute. Ils répondirent: "Nous sommes portés à croire différemment. Le *Globe*, journal des plus répandu aux Etats-Unis, dit qu'aussitôt que le peuple aura l'occasion d'exprimer son opinion sur cette politique, elle sera repoussée; si nous sommes convaincus que la politique du gouvernement est permanente, nous serons disposés à vous apporter nos capitaux."

M. BLAKE: Pourvu que—

Sir LEONARD TILLEY: Non; ces messieurs ont parlé en termes généraux. Au cours de la discussion de cette question, ils nous ont dit: "Nous comprenons que votre politique est d'accorder une protection aux capitalistes disposés à venir chez vous et à développer vos industries nationales." Ce à quoi nous avons répondu: "Oui, trente-cinq élections isolées favorables au gouvernement nous garantissent l'approbation de notre politique, et nous vous déclarons que si elle est appuyée par le peuple, nous imposerons sur le fer un droit raisonnable et suffisant pour encourager le développement de l'industrie du fer." Nous leur avons promis de donner à la question notre plus sérieuse considération, et nous remplissons cette promesse en demandant au parlement de leur accorder cet encouragement, certains d'avance du résultat de notre démarche.

M. BLAKE: Oui; mais ce que l'honorable ministre a dit au parlement et au pays, c'est qu'il y avait des millions qui n'attendaient pour être placés ici que la certitude chez les capitalistes du maintien du tarif.

Sir LEONARD TILLEY: Non, ce n'est pas cela. Que l'honorable député consulte les *Débats*, il n'y trouvera pas semblable déclaration.

M. BLAKE: Chacun son tour. Si l'honorable député nous avait dit que les conditions étaient l'imposition de nouveaux droits et la concession de nouvelles primes, il nous aurait dit exactement ce qui en était; et si, allant plus loin, il avait dit: "Nous vous proposons d'accueillir les millions étrangers avec ces conditions, nous demandons au parlement d'imposer ces droits et d'accorder ces primes, et nous allons prendre l'opinion du peuple là-dessus," il nous aurait communiqué exactement ce qu'il entendait faire; mais il n'a averti ni le parlement ni le pays que la condition à laquelle ces capitalistes viendraient nous apporter leurs millions était la concession de primes élevées sur la fabrication du fer en gueuse. S'il l'a fait, qu'il nous cite le paragraphe, la phrase qui contient l'énoncé de cette condition. Il n'a pas dit que ce n'était qu'au prix de droits additionnels considérables—bien plus considérables que ceux proposés aujourd'hui, savoir: un droit spécifique de \$5 à \$7 par tonne,—qu'il pourrait attirer ces millions, mais qu'il pourrait les attirer si le tarif actuel était maintenu. Aujourd'hui il prétend qu'il faut une augmentation du tarif pour les attirer ici.

Sir CHARLES TUPPER: Dois-je comprendre de l'honorable député que l'honorable ministre des Finances a déclaré, à la dernière session, que ces millions qui devaient être investis dans le pays, ne le seraient que dans l'industrie du fer?

M. BLAKE: Non, je n'ai pas dit cela.

M. BLAKE

Sir CHARLES TUPPER: Alors je ne comprends pas pourquoi l'honorable député fait un discours.

M. BLAKE: L'honorable ministre n'a peut-être pas assisté à l'ouverture du débat.

Sir CHARLES TUPPER: J'ai peut-être perdu cela; mais je comprends que l'honorable député accuse l'honorable ministre des Finances d'avoir manqué de sincérité envers la Chambre dans ses déclarations d'avant les élections.

M. BLAKE: C'est cela.

Sir CHARLES TUPPER: Pour avoir dit que l'approbation de la politique nationale par le pays aurait pour effet, dans son opinion, d'attirer ici des capitaux par millions pour développer les industries canadiennes. L'honorable député trouve matière à l'accuser de manque de sincérité en ce que mon honorable ami aurait déclaré qu'une protection plus forte donnée à l'industrie du fer engagerait les capitalistes à s'y livrer.

Ces deux assertions sont parfaitement correctes et ne se contredisent pas. Mon honorable ami a exprimé sa confiance que la confirmation de la politique nationale par le pays ferait disparaître les doutes que les honorables députés de l'opposition avaient jetés pendant quatre ans sur sa continuation. Ne disaient-ils pas tous les jours avec confiance qu'aussitôt que le peuple aurait l'occasion de se prononcer, il balayerait et la politique et le gouvernement? Ce fut là leur cri, du premier jour, que la politique nationale fut proposée à la Chambre et au pays. Ce cri, la presse de l'opposition l'a répété au dehors, il a eu ses échos tant et plus, non seulement ici, mais par tout le pays; ceux qui ne connaissent pas comme nous le vide des déclarations de l'opposition, y ont attaché beaucoup trop d'importance et les ont crues. Le très honorable chef du gouvernement a cru, dans les circonstances, que le plus grand service à rendre au pays était de régler cette question-là une fois pour toutes, et il a pris le seul moyen qu'il a cru bon pour réduire ses adversaires au silence.

Mais il paraîtrait qu'il s'est trompé même en cela, car, bien que nous nous soyons présentés devant le peuple et que par une écrasante majorité celui-ci ait affirmé de nouveau sa confiance en notre politique et son désir de la voir maintenir, on nous soutient que cette politique ne repose que sur le sable. Les déclarations de l'honorable ministre des finances étaient bien fondées. Il n'a fait qu'exprimer sa croyance, sa confiance, que la confirmation de la politique nationale par le peuple du Canada, après une expérience de quatre années, aurait pour résultat de jeter des millions étrangers dans le pays, en vue de développer nos ressources. Ses déclarations étaient-elles fondées, oui ou non?

M. l'Orateur, il n'y a pas aujourd'hui en cette Chambre un seul honorable député qui ne sache pas que la décision prise par le peuple de ce pays de maintenir cette politique dans toute son intégrité aura pour effet d'attirer ici des millions additionnels. Et ces millions additionnels nous arrivent aujourd'hui, ainsi que l'honorable député le sait très bien. L'établissement d'une industrie succède à l'établissement d'une autre. L'arrivée d'un nouveau capitaliste suit de près l'arrivée d'un autre capitaliste qui l'a précédé. Je puis moi-même nommer une compagnie, qui nous apporte un million de capital anglais pour établir une industrie pour laquelle pas un seul dollar n'aurait été dépensé dans le pays s'il n'eût été prouvé que les confiantes prédictions de mon honorable ami étaient fondées, et si le peuple n'eût par son vote sanctionné la politique de l'administration.

Je n'ai pas eu la bonne fortune d'entendre le commencement du discours de mon honorable ami, mais je crois qu'il vent rapetisser la question en la réduisant aux proportions de quelques assertions faites au sujet de l'industrie du fer. M. l'Orateur, il n'y a pas eu manque de franchise. Mon honorable ami a déclaré que l'industrie du fer est considérée par le gouvernement comme étant d'une grande importance;